



Publié sur *Humanite* (<http://www.humanite.fr>)

[Accueil](#) > Printer-friendly

## CAC 40 : pourquoi leur verser un crédit d'impôt ?

Humanité Quotidien

19 Février, 2013

Austérité

**Bénéficiaires à milliards, les grands groupes profitent d'un dispositif qui coûtera 20 milliards d'euros à l'État. Et pendant ce temps-là, tandis que les pouvoirs publics crient chaque jour un peu plus fort à la catastrophe budgétaire devant le creusement des déficits, les stars du CAC 40 continuent d'afficher d'insolents bénéfices.**

Une première liste des bilans financiers au titre de 2012 pour une vingtaine de groupes du CAC [1] révèle « une tendance de fond à une stabilisation, voire à une légère amélioration des résultats », observe un analyste, cité par *les Échos* hier.

La preuve par **Total** [2], qui conserve haut la main sa première place au classement de la rentabilité, avec 10,7 milliards d'euros de bénéfices (- 13 % sur 2011), suivi par **BNP Paribas** [3], avec 6,5 milliards (+ 8,30 %), **Sanofi** [4], avec 4,9 milliards (-12,80 %), **LVMH** [5], avec 3,4 milliards (+11,70 %), **EDF**, avec 3,3 milliards (+5,30 %) ou **Renault** [6], avec 1,7 milliard (-0,15 %). Une large part de ces résultats devrait, cette année encore, être redistribuée aux actionnaires, tandis que les salaires resteront au régime sec. Renault, par exemple, s'apprête à verser 508 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, contre 384 millions en 2011. **Ce qui n'empêche pas la firme de proposer 0 % d'augmentation de salaire à ses salariés en 2013.** Ces groupes participeront-ils à la solidarité nationale, à la hauteur de leurs capacités ? Loin de là. Par le jeu des multiples niches et de l'évasion fiscale, leur taux d'imposition reste scandaleusement faible : 8 % d'impôt sur les sociétés, en moyenne, pour les groupes, contre 33 % pour les PME.

**Mais il y a mieux, si l'on ose écrire.** Les champions de l'indice phare de la Bourse de Paris comptent parmi les heureux bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice). Décidée par le gouvernement Ayrault, cette mesure, qui équivaut à une baisse du coût du travail de 6 %, représentera une dépense annuelle de 20 milliards d'euros pour l'État. C'est ce qui explique très largement, dans un contexte de croissance nulle et donc de recettes en baisse, le nouveau tour de vis préparé par le gouvernement pour les budgets de l'État et de la protection sociale. Or comment ne pas s'interroger sur le bien-fondé d'un tel dispositif quand on sait qu'il profitera, par exemple, au numéro un du CAC, Total, pour une enveloppe de 30 millions d'euros, à **Sanofi, qui empochera 47 millions d'euros alors qu'il s'apprête parallèlement à supprimer des centaines d'emplois**, ou au géant du bâtiment **Vinci** [7],

bénéficiaire d'un Cice estimé entre 111 et 189 millions d'euros. Interrogations renforcées par une récente étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques indiquant que le Cice créerait deux fois moins d'emplois qu'attendu par Bercy. Preuve, si besoin était, qu'avant d'envisager toute nouvelle mesure d'austérité, l'urgence est à un réexamen de l'efficacité de l'ensemble des aides publiques aux entreprises.

- **Lire aussi :**

[Pourquoi la finance n'a plus les pieds sur terre](#) <sup>[8]</sup>

[Le CAC 40 gère aussi des musées](#) <sup>[9]</sup> par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon

[Ça roule pour les patrons du CAC](#) <sup>[1]</sup>

Yves Housson

**Formatage en page d'accueil:**

Photo moyen format

**URL source:** <http://www.humanite.fr/social-eco/cac-40-pourquoi-leur-verser-un-credit-d-impot-515587>